Un pas en avant pour l'ambition chinoise

Jean-Luc Domenach

▶ **To cite this version:**

Jean-Luc Domenach. Un pas en avant pour l'ambition chinoise. Critique Internationale, 2002, 14, pp.25-27. 10.3917/crii.014.0007 . hal-01017786

HAL Id: hal-01017786
https://sciencespo.hal.science/hal-01017786

Submitted on 3 Jul 2014

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.

Un pas en avant pour l'ambition chinoise

par Jean-Luc Domenach

Dans un public chinois avide de croissance économique et de satisfactions nationalistes, la tragédie du 11 septembre 2001 a brièvement fait sensation, surtout parce que l'on n'imaginait pas l'Amérique si fragile, ni des musulmans capables d'une telle efficacité. L'événement a été rapidement recouvert par les soucis intérieurs, par les festivités du 1er octobre (qui ont causé une augmentation du trafic aérien !) et par la qualification historique de la Chine pour la Coupe du monde de football. Ensuite, la campagne militaire conduite par les États-Unis en Afghanistan a moins intéressé : tant de fureur pour un si petit pays...

En revanche, les dirigeants ont immédiatement saisi l'importance des événements. Ils ont réagi beaucoup plus rapidement qu'à l'occasion des dernières crises internationales. Et, de façon neuve, par une affirmation de solidarité conditionnelle. Dès le 12 septembre, Jiang Zemin téléphone à George Bush pour lui proposer la coopération de la Chine contre « toute forme de terrorisme » menaçant « le monde civilisé ». Durant la deuxième moitié de septembre, les diplomates de Pékin développent cette position. Solidarité tout d'abord : ils promettent de partager leurs informations sur le terrorisme et n'opposent pas d'objections de principe à une campagne militaire internationale, y compris contre un Afghanistan avec lequel ils étaient justement en train d'arranger leurs relations. Mais solidarité pour des objectifs qui ne se limitent pas à la défense de l'Amérique : certaine de faire également partie du « monde civilisé », la Chine accole le « séparatisme » au « terrorisme », ce qui inclut les organisations de résistance du Xinjiang et du Tibet, voire, éventuellement, les responsables indépendantistes de Taiwan... Solidarité, enfin, conditionnée par la mise en œuvre de principes de droit et par l'intervention des organes réguliers de l'ONU, en particulier de son Conseil de sécurité, dont Pékin est un membre permanent.

Solidarité conditionnelle : la ligne est claire, et tout au long du mois d'octobre la diplomatie chinoise en distille les implications avec une sorte d'allégresse. Ainsi, elle réserve un accueil presque aimable au Premier ministre japonais qu'elle avait maltraité durant l'été : elle lui rappelle ses réserves devant tout engagement militaire de Tokyo mais « comprend sa décision d'entrer dans la coalition pro-américaine ». Elle admet la formation en Afghanistan d'un nouveau gouvernement qui soit « acceptable par toutes les parties et capable de coopérer avec tous les pays voisins » (donc le Pakistan et la Chine). Et elle rappelle que « la lutte contre les terroristes du Turkestan oriental est une partie intégrante de l'effort international pour combattre le terrorisme ».

La direction chinoise accepte même sans trop de mauvaise grâce la transformation que la situation internationale (et la volonté américaine) impriment au Forum de l'APEC des 20 et 21 octobre à Shanghai. Elle espérait y célébrer deux entreprises essentielles à ses yeux : l'entrée de la Chine dans l'OMC et l'extraordinaire ascension économique de Shanghai. Mais elle a dû accepter que le Forum se consacre essentiellement au terrorisme. Et elle n'y a rien perdu. Son rôle de puissance invitante a conféré un rayonnement supplémentaire à une position dans laquelle tous ses partenaires pouvaient trouver motif à satisfaction. Jiang Zemin a tenu une conférence de presse conjointe avec George Bush, tandis que son ministre des Affaires étrangères réaffirmait que le combat contre le terrorisme est « une lutte entre la justice et le mal, entre la civilisation et la sauvagerie ». Mais la Chine réclamait aussi, de concert avec la Russie, un arrêt rapide des frappes et le retour à une option politique en Afghanistan.

La rapidité et la nature des réactions chinoises s'expliquent d'abord par les évolutions politiques à Pékin durant les dernières années, en particulier par la consolidation du pouvoir de Jiang Zemin et la réduction des désaccords internes en matière de politique étrangère : la ligne est celle d'un engagement dans le marché mondial accompagné d'une relation à la fois privilégiée et tendue avec les États-Unis. Ajoutons également que Jiang Zemin a tout intérêt, comme il y est déjà parvenu par le passé, à utiliser le prestige gagné sur la scène extérieure pour calmer diverses récriminations autour de lui : les unes provoquées par sa dernière innovation idéologique, l'autorisation donnée aux entrepreneurs privés d'entrer au PCC, les autres par sa ferme intention de conserver une position d'influence décisive après la date normalement prévue pour sa retraite en octobre 2002.

Mais l'explication principale réside dans l'intention de profiter pleinement d'une aubaine qui paraît à la fois évidente et majeure. La séquence historique ouverte par les attentats terroristes du 11 septembre semble en effet avoir été perçue par les dirigeants chinois comme une occasion inespérée de modifier à leur avantage la relation sino-américaine, de pousser à la formation d'une chasse gardée chinoise en Extrême-Orient et de rehausser leur influence internationale.

Le premier objectif était sans doute le plus urgent. En effet, la politique à la fois ferme et maîtrisée de George Bush en direction de la Chine, intelligemment appliquée lors de l'affaire de l'avion-espion américain en avril 2001, risquait de changer le schéma « clintonien » de la relation sino-américaine : celui d'une relation dans laquelle la Chine se servait de sa différence pour négocier des concessions de la part de Washington. Considérant la différence de la Chine comme une réalité, Bush excluait de toute négociation forte une politique qui visait à la fois à réduire cette différence (favoriser l'intégration de la Chine dans le marché mondial) et à en affaiblir le danger (surveillance, remontrances publiques, politique d'alliances et protection anti-missiles). Proposant une solidarité conditionnelle contre le ter-

rorisme, la Chine espère détruire ce cadre en montrant qu'elle est « civilisée », donc pas si différente, et qu'elle a quelque chose à négocier : passer sous silence les conditions de sa solidarité – sauf une, qui est son droit à réprimer le « séparatisme » au Xinjiang et au Tibet, où la répression redouble en effet depuis septembre.

Le deuxième objectif répond à une vieille ambition, jusqu'à présent inefficace : la Chine a augmenté son poids en Extrême-Orient, mais elle n'est parvenue ni à se constituer un véritable glacis, ni à réduire l'engagement militaire de Washington, ce qui lui interdit de récupérer Taiwan. Bien qu'ils ne nourrissent guère d'illusions sur sa durée, ses dirigeants s'efforcent donc depuis le 11 septembre de mettre à profit l'inévitable distraction américaine pour accentuer leur pesée régionale. Ainsi ont-ils récemment envoyé pour la première fois un vaisseau de guerre croiser autour du Japon, au travers de zones contestées, sans susciter de réactions. Ainsi également ont-ils en toute impunité provoqué le départ du Forum de l'APEC de la délégation taiwanaise dont ils avaient refusé d'inviter le chef.

Le troisième objectif est plus global, et de plus long terme : faire apparaître la Chine comme la véritable deuxième puissance mondiale, dont la position est à la fois importante et attachée au respect du droit international. Cet objectif répond au sentiment très répandu dans le Tiers Monde (et aussi dans des cercles proches du pouvoir à Pékin) que Ben Laden a provoqué le début du déclin de l'Empire américain. Le contrôle étroit que Washington a conservé des opérations antiterroristes inspire aussi aux dirigeants chinois l'espoir de jouer au plan mondial un rôle dont ils aiment à se parer dans leurs relations bilatérales, celui du donneur de leçons...

Pour l'essentiel, donc, les autorités chinoises semblent surtout occupées à profiter de l'aubaine. Elles ne laissent percer d'inquiétudes que dans le domaine économique. En effet, les exportations chinoises souffrent d'ores et déjà du ralentissement en Occident, et le taux de croissance (ordinairement surestimé d'un point ou deux) est retombé durant les derniers mois aux alentours de 7 %, ce qui contraint à ralentir le rythme des réformes économiques. Pour cette raison, Pékin est certainement soucieux de contribuer à un règlement rapide de la crise internationale.

Mais ce souci est probablement renforcé, chez les principaux dirigeants, par un autre vœu fort peu explicite : que l'ordre international ne subisse pas trop de modifications, et que les États-Unis conservent leur suprématie. Ce n'est pas seulement qu'ils ont horreur du changement ; ni qu'ils détestent les questions qui les divisent, comme l'évaluation de la puissance américaine ; ni qu'ils détestent plus que tout le désordre, dans les esprits (l'islamisme...) comme dans la politique mondiale. C'est surtout qu'ils se savent incapables d'assurer dès maintenant la relève, et qu'ils ont besoin d'apprendre encore beaucoup de l'Amérique. Pour eux, l'aubaine, c'est aujourd'hui une Amérique un peu affaiblie, un peu distraite, ce ne peut pas être déjà une Amérique vaincue. Et cette aubaine elle-même devra être aussi tôt que possible renvoyée dans l'oubli par le rayonnement de leurs succès. ■